



# NEMROD

Enjeux Contemporains de Défense et de Sécurité

**Veille stratégique - Défense et Sécurité**

**SEMAINE DU 1<sup>ER</sup> AU 7 AVRIL 2019**

SOMMAIRE :

AFRIQUE .....	2
AMERIQUE - ETATS-UNIS .....	4
AMERIQUE LATINE.....	11
ASIE – PACIFIQUE.....	13
EUROPE.....	14
PROCHE & MOYEN ORIENT' .....	17
RUSSIE.....	20



# AFRIQUE

## TCHAD : DEBY MET EN SCENE LA SECURISATION DU NORD DU PAYS

Le 26 mars dernier, l'ambassade du Tchad à Paris était envahie par une vingtaine de Tchadiens qui réclamaient la délivrance de leurs passeports. Des documents consulaires et des biens matériels ont été vandalisés avant l'intervention de la police française. Pour se justifier, les ressortissants tchadiens arrêtés ont accusé la France de soutenir aveuglément le régime d'Idriss Déby après l'intervention au nord du Tchad en février dernier. Les stigmates de l'incursion des rebelles de l'UFR marquent encore Ndjamena et la population tchadienne, puisque sans l'intervention française, la colonne de pickups aurait pu atteindre la capitale sans difficultés.

Afin d'empêcher toute nouvelle attaque, le président Idris Déby a décidé d'accentuer la présence de l'État au nord du pays. Son représentant, le ministre de la sécurité Mahamat Ali Salah a effectué deux missions dans la région du Tibesti au mois de mars. Lors de la première, le ministre a annoncé la fermeture de la frontière tchado-libyenne pour lutter contre ce « carrefour » propice au déplacement de rebelles ou de terroristes. Devant la télévision tchadienne qui accompagnait ses visites, il a déclaré vouloir faire cesser l'orpaillage illégal, qui attire une jeunesse désœuvrée facilement manipulable par les rebelles, ainsi que désarmer la population.

La seconde visite a permis d'annoncer la création d'une unité mixte composée de gendarmes, policiers et militaires devant « sécuriser la frontière ». Longue de plus de 1400 km, cette unité n'a cependant pas les moyens d'empêcher une nouvelle incursion, or, depuis début 2019, les rapports de forces dans le Fezzan évoluent avec les assauts répétés des forces de l'ANL : Haftar, avant de se tourner vers Tripoli a cherché à prendre le contrôle du sud du pays, faisant fuir les groupes rebelles qui n'ont d'autre choix que de franchir la frontière vers le Tchad.

En réaction, le président tchadien a remplacé son chef d'état-major général des armées et a nommé un nouveau général issu du Tibesti conseiller à la présidence chargée de la Défense nationale. Il a également signé un décret qui renouvelle l'appareil sécuritaire, après que des soupçons de complicité lors du raid rebelle aient été mis en évidence. Les observateurs s'étaient étonnés de la percée de l'UFR qui n'a pas rencontré d'obstacle à la frontière.

Afin d'entériner cet effort de sécurisation, Déby a maintenu l'organisation de la cinquième édition du Festival international des cultures sahariennes qui s'est achevé



à Amdjarass ce 2 avril dans le nord du pays (province de l'Ennedi). Accompagné par son ministre de la sécurité, le président a accueilli huit pays lors de cet événement, dont le Maroc, la Tunisie ou encore la Mauritanie. La très forte présence militaire (unités de soldats lourdement armés, fouilles systématiques) a permis au président d'envoyer un message fort : le nord du pays, fief originaire de Déby, reste sous la coupe de Ndjamenà, indépendamment des événements récents en Libye.



# AMERIQUE - ETATS-UNIS

## TURQUIE : LES ÉTATS-UNIS CESSENT LA LIVRAISON DE PIÈCES D'AVIONS DE COMBAT *F-35*

Après plusieurs mois d'avertissements, les États-Unis ont interrompu la livraison des pièces d'avions de combat *F-35* à la Turquie, en réponse à la décision d'Ankara d'acheter le système de missile sol-air russe *S-400*. Les États-Unis avaient accepté de vendre 100 de leurs chasseurs *F-35* de cinquième génération à la Turquie et prévoyaient initialement de livrer les deux premiers avions à la Turquie en juin. Les autorités américaines avaient menacé à plusieurs reprises de mettre fin au projet turc d'achat du chasseur avancé *F-35*, si la Turquie ne renonçait pas à se fournir en *S-400* auprès de Moscou. La décision des États-Unis intervient quelques jours à peine après que le ministre des Affaires étrangères de Turquie a déclaré que son pays était attaché à l'accord d'achat du système russe et discutait des dates de livraison. Les chefs de la défense et de l'armée américaine ont averti que si la Turquie, alliée de l'OTAN, ne réexaminait pas rapidement l'achat du *S-400*, elle devrait renoncer à ses futurs avions et systèmes militaires américains. Les États-Unis et d'autres alliés de l'OTAN se sont plaints à plusieurs reprises de cet achat, affirmant que celui-ci n'était pas compatible avec les autres systèmes alliés, et qu'il représenterait même une menace pour les *F-35*. A telle enseigne que le général américain Curtis Scaparrotti avait déclaré le mois dernier que les États-Unis ne devaient plus collaborer avec un allié acquérant des systèmes russes susceptibles de menacer l'une des capacités les plus avancées de l'armée américaine. Des responsables se sont également inquiétés du fait que l'acquisition par la Turquie de systèmes américains et russes pouvait donner à Moscou un accès à une technologie américaine sophistiquée, en lui permettant ce faisant de mettre en place des moyens de contrer le *F-35*. Des responsables américains ont déclaré que Washington continuait d'entretenir des négociations avec la Turquie à ce sujet, sans néanmoins entretenir beaucoup d'illusions sur l'issue des discussions.

Enfin, le général de l'*Air Force* Tod Wolters, nommé pour prendre la tête du commandement américain pour l'Europe (EUCOM) a déclaré durant son audition de confirmation devant le comité sénatorial pour les forces armées qu'il existait une incompatibilité absolue entre l'acquisition par Ankara du *F-35* et du *S-400*, estimant que si la Turquie décidait bien de se doter du système sol-air russe, elle ne devait pas recevoir de *F-35*.



## PHILIPPINES : PREMIER EXERCICE MULTILATERAL IMPLIQUANT DES *F-35B*

Les Etats-Unis et les Philippines ont lancé lundi 1er avril l'exercice multilatéral *Balikatan 2019*. Il s'agit d'un exercice impliquant principalement les forces américaines et philippines, à hauteur respectivement de 3500 et 4000 hommes, auxquels se joignent 50 soldats australiens (forces spéciales, personnels médicaux et ingénieurs notamment). Une délégation de l'ASEAN sera présente à titre d'observation. Cet exercice qui prendra place jusqu'au 12 avril sera centré sur l'entraînement aux opérations amphibies, urbaines, aériennes et de contre-terrorisme ainsi que sur l'entraînement au tir à munitions réelles. Il se déroulera sur les îles de Luçon et Palawan. L'enjeu pour Washington et Manille est de mettre l'accent sur la sécurité maritime et les capacités amphibies (en particulier en vue de répondre à une crise humanitaire dans cet environnement sécuritaire complexe et mouvant) ainsi que sur le renforcement de l'interopérabilité multinationale. Point significatif, des *F-35B Lightning II* déployés à bord de l'*USS Wasp* participeront pour la première fois à l'exercice.

## L'INDE AUTORISEE A ACQUERIR 24 HELICOPTERES *MH-60 SEAHAWK*

La *Defense Security Cooperation Agency (DSCA)* vient d'autoriser l'achat par l'Inde, pour 2,6 milliards de dollars, de 24 hélicoptères multi-mission *MH-60R Seahawk* produits par l'entreprise américaine *Lockheed Martin*. Cet achat devrait permettre à l'Inde de réaliser des missions de lutte anti-surface et anti sous-marine ainsi que de ravitaillement, de recherche et de sauvetage (SAR), enfin de communication. En plus de ces 24 hélicoptères, l'Inde pourrait acheter des systèmes de détection (radars, sonars) et de vision nocturne, des moteurs, des missiles *Hellfire* et des *Advanced Precision Kill Weapon System* (missiles guidés par laser). Cette annonce de la *DSCA* doit encore être confirmée par le Congrès avant d'entre dans la phase finale des négociations entre *Lockheed Martin* et le gouvernement indien.



## COREE DU SUD : NOUVEL EXERCICE BILATERAL MOINS OFFENSIF

Au début du mois de mars, Washington et Séoul ont annoncé la fin des exercices militaires annuels *Key Resolve* et *Foal Eagle*, organisant le commandement et l'entraînement au combat, et qui avaient été menés au tout début du printemps par les armées américaines et sud-coréennes. Ces exercices, engageant des dizaines de milliers de soldats, ont été remplacés par un exercice de commandement baptisé *Dongmaeng* ou *Alliance*. Cette opération a eu lieu du 4 au 12 mars et a été réalisée avec l'aide de simulations informatiques. Aucun chiffre n'a été donné quant au nombre de militaires engagés dans ce nouvel exercice. D'autre part, le contrôle opérationnel des opérations en cas de conflit devrait être transféré des Etats-Unis à la Corée du Sud. Cette transition est donc être encadrée par les exercices conjoints. *Dongmaeng* a permis de poser les fondations de ce transfert, tout en renforçant la disponibilité opérationnelle des forces. Les prochains exercices qui auront lieu en septembre devraient continuer sur cette dynamique. Le retrait progressif des Etats-Unis des exercices autour de la péninsule coréenne fait suite aux déclarations du président Trump qui en dénonçait le coût financier et le caractère provocant à l'issue du sommet de Singapour en juin dernier. Le secrétaire à la Défense par intérim américain, Patrick Shanahan a ajouté lors de sa rencontre avec son homologue Jeong Kyeong-doo à Washington que, d'après lui, ce n'est pas une réduction des exercices qui s'opère aujourd'hui, mais bien la montée en puissance des capacités communes, ce qui ne doit pas dissimuler l'arrêt effectif (pour l'instant) des exercices de combat de haute intensité pourtant nécessaires au maintien des capacités opérationnelles américaines et sud-coréennes pour parer à l'éventualité d'un revirement de situation.

## LA COREE DU SUD RECEPTIONNE SES DEUX PREMIERS *F-35A*

Séoul a reçu le 29 mars ses deux premiers *F-35A Lightning II Joint Strike Fighters* sur la base aérienne de Cheongju. Il s'agit des premiers aéronefs d'une commande portant sur 40 *F-35A* qui devraient être livrés d'ici 2021 dans le cadre d'un contrat d'un montant de 6,5Mds\$ signé en septembre 2014.



## JAPON : DEPLOIEMENT D'UN AVION DE RECONNAISSANCE AMERICAIN POUR SURVEILLER UNE EVENTUELLE REPRISE DES TESTS DE MISSILES NORD-COREENS

Un avion de reconnaissance américain *RC-135S Cobra Ball* spécialisé dans la surveillance et la collecte de données sur les missiles balistiques est arrivé à Okinawa, alors que la crainte de voir la Corée du Nord reprendre ses essais nucléaires reste toujours vive. De fait, Pyongyang a reconstruit un site de lancement à Sohae qui avait été partiellement démantelé dans le cadre du désarmement de l'année dernière, selon de récentes images satellitaires. Cependant, le déploiement du *Cobra Ball* pourrait également être lié à l'inondation de la base aérienne d'Offutt (Nebraska), où les trois avions *RC-135S* de l'*USAF* sont basés en permanence. Le déploiement du *Cobra Ball* à Okinawa suit de près le deuxième sommet qui s'est tenu en février dernier entre le président Donald Trump et le dirigeant nord-coréen Kim Jong Un à Hanoi, au Vietnam. Les négociations se sont brusquement interrompues lorsque Trump a déclaré que Pyongyang avait demandé des allègements de sanctions, jugés trop peu raisonnables. La Corée du Nord a par la suite averti qu'elle envisageait de mettre fin à ses pourparlers sur son programme nucléaire et d'annuler un moratoire sur les essais de missiles. Le secrétaire d'État Mike Pompeo a déclaré le mois dernier que l'administration Trump devrait maintenir son régime de sanctions.

## IRAN : LE CORPS DES GARDIENS DE LA REVOLUTION BIENTOT SUR LA LISTE AMERICAINE DES ORGANISATIONS TERRORISTES?

Selon le *Wall Street Journal*, l'administration américaine pourrait désigner les Gardiens de la Révolution islamique comme une organisation terroriste et cette annonce pourrait être faite dès lundi 8 avril. Si tel était le cas, cette annonce marquerait la première fois où une branche armée d'un gouvernement étranger est désignée comme groupe terroriste par le gouvernement américain. Cependant, les conséquences de cette désignation restent incertaines: le Corps des Gardiens de la Révolution islamique est déjà sous le coup de lourdes sanctions américaines, étant considéré comme un soutien au terrorisme (l'Iran est désigné par les Etats-Unis comme un Etat *sponsor* du terrorisme). Il est possible d'y voir un signe de la détermination américaine à mettre une pression maximum sur l'Iran mais rien ne semble mener à un objectif précis. Les farouches détracteurs de l'Iran, comme le Secrétaire d'Etat Mike Pompeo ou le conseiller à la sécurité nationale John Bolton pourraient chercher par ce moyen à empêcher un retour en arrière sur la question iranienne, y compris sous la prochaine administration.



## YEMEN : HUIT FRAPPES AMERICAINES CONTRE AL-QAÏDA DEPUIS JANVIER

L'US *Central Command* (CENTCOM) a annoncé lundi dernier avoir conduit six frappes en mars contre l'organisation terroriste dans le gouvernorat d'Al Baidhah et deux autres frappes qui ont eu lieu en janvier, l'une dans ce même gouvernorat et l'autre dans celui de Marib. Lors de cette frappe dans la région de Marib, le CENTCOM avait annoncé avoir tué Jamal al-Badawi, suspect principal dans l'enquête sur l'attentat contre l'*USS Cole*. Ces huit frappes ont été conduites en coordination avec le gouvernement du Yémen dans le cadre des opérations de contre-terrorisme contre Al-Qaïda et Daech dans la région : ces opérations américaines au Yémen n'ont aucun lien avec le soutien apporté par les Etats-Unis à la coalition menée par l'Arabie Saoudite au sein du conflit yéménite. Ainsi, la résolution que la Chambre des représentants s'apprête à voter concerne le retrait des forces américaines au Yémen qui sont engagées dans le soutien à cette coalition mais pas celles qui se battent contre les groupes terroristes dans la région.

## MOZAMBIQUE : LES FORCES AMERICAINES CONTRIBUENT A L'AIDE HUMANITAIRE

A la suite du violent cyclone qui a frappé le Mozambique les 14 et 15 mars derniers, le Pentagone a alloué 15M\$ aux forces du commandement américain pour l'Afrique (AFRICOM) afin de conduire des opérations d'aide humanitaire dans le pays. L'agence américaine pour le développement international (USAID) a également contribué à hauteur de 6,2M\$. L'essentiel de ces ressources financières vise à couvrir les coûts liés aux opérations logistiques d'acheminement de vivres et d'eau potable sur de longues distances. L'aide des forces américaines prend la forme d'une équipe issue de la *Combined Joint Task Force* dédiée à la Corne de l'Afrique, à laquelle s'est jointe une équipe issue de Djibouti. L'aide humanitaire fait l'objet d'un traitement selon le concept organisationnel de réseau en étoiles : l'aide issue de sites du Programme alimentaire mondial (PAM) à Pise et à Dubaï, est acheminée dans la capitale Maputo par des *C-17 Globemaster* de l'*Air Force*, d'où elle est déployée dans les zones sinistrées par des *C-130*, d'autres aéronefs de transport, des convois terrestres, voire même des navires.

Depuis le début des opérations, les forces américaines ont acheminé 125 tonnes d'aide au cours d'une trentaine de sorties. 90 personnels militaires américains sont actuellement déployés dans le pays, formant la majorité des 250 Américains participant aux opérations humanitaires, eux-mêmes intégrés au sein d'un réseau plus large d'organismes caritatifs. En raison des dommages causés par le cyclone à





l'infrastructure routière, AFRICOM doit fortement s'appuyer sur les personnels des Nations Unies pour faire parvenir l'aide humanitaire jusqu'aux zones sinistrées, l'action américaine se concentrant sur le transport du matériel sur les bases de l'ONU qui prend ensuite le relais pour atteindre les zones touchées.

## *US AIR FORCE* : LIVRAISON ENCORE RETARDEE POUR LES *KC-46*

L'*US Air Force* a de nouveau mis en pause les livraisons du ravitailleur de *Boeing*. Comme lors de la première occurrence il y a un peu plus d'un mois, cette pause dans les livraisons des commandes est due à la découverte de débris dans certaines parties de l'avion. L'*US Air Force* demande donc à ce que tous les compartiments fermés du *KC-46* soient inspectés. En effet, des débris ont été retrouvés un peu partout, et plus récemment, à l'intérieur des ailes d'un des sept appareils déjà livrés. La porte-parole de l'*Air Force*, Ann Stefanek, a expliqué que le problème ne vient pas du *design* de l'appareil : c'est la chaîne de production et le contrôle qualité de *Boeing* qui sont à l'origine du problème. Ces pauses récurrentes dans les livraisons retardent le calendrier prévu et a obligé l'*US Transportation Command* à repousser le retrait du service des *KC-135* qui devaient être remplacés par les *KC-46* : la livraison du premier nouveau ravitailleur avait déjà été décalée de deux ans suite à des problèmes techniques.

## DES HACKERS DE L'*US NAVY* POUR COMBATTRE LES PETITS DRONES

La Navy est à l'origine d'un nouveau projet portant le nom de Jyn Erso d'après le personnage de *Star Wars* dans le film *Rogue One*. Le projet a pour objectif de contrer les drones disponibles sur le marché civil et peu onéreux qui sont transformés pour être utilisés en armes létales. En effet, l'Etat islamique en Irak et Syrie utilisent des drones commerciaux en les transformant en petites bombes volantes. La *Navy* a fait appel à des spécialistes de la technologie et de l'information, tant des ingénieurs que des hackers, pour mettre sur pied une équipe dont l'objectif serait de créer une défense capable de protéger les bases et les navires militaires des nuées ou essaims de petits drones militarisés. Le département américain de la marine de guerre travaille en collaboration avec le *Defense Digital Service* (un organisme appartenant au *Digital Service* américain, chargé de protéger la vie des citoyens Américains en utilisant la technologie) pour constituer cette équipe composée tant de militaires que de civils hautement qualifiés. Jyn Erso n'est pas la première solution envisagée par la *Navy* pour trouver une défense efficace contre ces drones. En 2014, elle avait utilisé des



lasers d'une puissance de 30 kilowatts du nom de *XN-1 LaWS* pour détruire les drones. L'utilisation de lasers est l'option numéro 1 de la *Navy* ; elle s'avère beaucoup moins coûteuse que l'utilisation de missiles standards pour venir à bout des drones.

## US ARMY : UN AN POUR CHOISIR UN NOUVEAU SYSTEME DE PROTECTION ACTIVE POUR LE *STRYKER*

Une priorité pour l'*US Army* est d'équiper ses véhicules blindés de systèmes de protection active (APS) qui visent à contrer directement les menaces de type obus, roquette ou missile antichar, en complément de la protection fournie par le blindage des véhicules. L'*Army* est déjà en train d'équiper ses chars *Abrams* du système APS *Trophy* de l'israélien *Rafael* et ses véhicules de combat d'infanterie *Bradley* du système APS *Iron Fist* de l'israélien *IMI*. Ces systèmes sont acquis à titre intérimaire, le temps que le Pentagone et les industriels américains développent leur propre système. En revanche, l'*Army* s'est heurtée à un échec dans l'intégration du système APS *Iron Curtain* de l'américain *Artis LLC* sur son véhicule de combat d'infanterie *Stryker*. En conséquence, l'*Army* a lancé un nouvel appel d'offres qui a abouti à la sélection de deux concurrents, le système *Trophy VPS* (version allégée du *Trophy* intégré au char *Abrams*) développé par une alliance entre *Rafael* et *Leonardo DRS* d'une part et d'autre part le *StrikeShield* (ou *Active Defense System*) proposé par une alliance entre *Rheinmentall* et *UBT (Unified Business Technologies)*. Pour ce qui est de l'état des lieux de l'équipement des véhicules de l'*Army* en système APS, l'*Army* entend acquérir 88 systèmes *Iron Fist* pour ses *Bradley* en 2019 et 36 en 2020 tandis qu'elle compte équiper quatre brigades de chars *Abrams* du système *Trophy* d'ici l'année fiscale 2021. Dans l'intervalle, l'*US Army* continue à travailler au développement de son propre APS, via un système nommé *Modular Active Protection System*, qui s'apparente à une forme de colonne vertébrale digitale pouvant servir de base à une architecture ouverte permettant l'intégration de radars, de capteurs optiques et d'effecteurs actifs ou passifs.



# AMERIQUE LATINE

## BRESIL - VISITE OFFICIELLE DE JAIR BOLSONARO EN ISRAËL

Poursuivant sa tournée à l'international, le Président brésilien Jair Bolsonaro a rencontré Benjamin Netanyahu à Jérusalem, après son entrevue avec Donald Trump en mars dernier. Les deux hommes ont pu éclaircir leur positions respectives quant à la nature et aux caractéristiques de leur relation bilatérale.

Lorsqu'il était candidat à l'automne 2018, Jair Bolsonaro avait proposé de déplacer l'ambassade brésilienne de Tel Aviv à Jérusalem, annonce tonitruante qui s'alignait sur les positions américaines. Cette semaine, Brasilia a nuancé ces propos en annonçant par le biais du Président, qu'il n'y aurait pas d'ambassade mais un bureau diplomatique. Ce dernier n'aurait pas de fonction de représentation et ne bénéficierait pas de l'immunité reconnue à une ambassade en vertu du droit international, mais déploierait des activités similaires à celle-ci.

Cette annonce répond à deux impératifs de la politique intérieure brésilienne ; d'une part, satisfaire l'électorat évangéliste en poursuivant son rapprochement avec la ville sainte; de l'autre, éviter de froisser trop grandement le monde arabe. Les pays arabes, à cet égard, sont les premiers importateurs de viande brésilienne et l'agro-business, autre soutien du président, ne peut se permettre de perdre cette part de marché. L'autorité palestinienne n'a pas manqué de dénoncer la position brésilienne dans un communiqué évoquant, comme sanction, le retrait du principal envoyé palestinien au Brésil.

En parallèle, Jair Bolsonaro a annoncé la création d'une mission commerciale en Israël. Voulant rompre avec « une politique idéologique » qui n'est plus « pertinente » à ses yeux, le Président a fait part de sa volonté de diversifier le commerce brésilien dans le monde. Par ailleurs, Yuval Steinitz, ministre israélien de l'Energie, a dévoilé que *Petrobras*, entreprise pétrolière nationale du Brésil, participerait à l'exploitation de pétrole et de gaz aux larges des côtes israéliennes.

Cette visite a aussi été l'occasion de ratifier des accords bilatéraux entre les deux Etats. Au nombre de six, les partenariats ont été successivement signés par les homologues ministériels. Ernesto Araujo (Affaires étrangères), Marco Pontes (Technologies et Innovations) et Augusto Heleno (Ministre du Cabinet de Sécurité Institutionnelle) ont signé des traités de défense et de sécurité pour le compte du Brésil.



Cybersécurité, lutte contre le crime organisé, hautes technologies sont les principaux thèmes ressortis lors des déclarations des chefs d'Etats. Ont été également mentionnés les ressources en eau, l'agriculture et la santé, sans davantage de détails.



# ASIE – PACIFIQUE

## JAPON - LE SYSTEME DE DEFENSE ANTIMISSILE AEGIS ASHORE LIMITE AUX MISSILES BALISTIQUES

Le système de défense antimissile Aegis Ashore, version terrestre du système de combat Aegis de Lockheed Martin qui devrait être déployé au Japon d'ici 2025, sera conçu dans un premier temps pour faire face uniquement aux missiles balistiques. Le système Aegis Ashore peut en effet être doté d'une « Cooperative Engagement Capability » ou CEC qui permet d'échanger les données de localisation d'avions, de missiles de croisière ou d'autres cibles potentielles, permettant d'étendre la portée du système et la rapidité de la réponse. Selon des sources proches du dossier, citées par le Japan Times, le Japon ne souhaite pas privilégier cette option dans l'immédiat en raison des coûts que cette CEC générerait. Cela signifie que les deux systèmes Aegis Ashore, qui devraient être installés dans les préfectures de Yamaguchi et d'Akita le long de la mer du Japon, auront initialement pour objectif de répondre à la menace balistique nord-coréenne plutôt que de renforcer globalement les capacités de défense aérienne nippones.

## AFGHANISTAN - UNE ATTAQUE DES TALIBANS FAIT 30 MORTS ALORS QUE LES DISCUSSIONS POUR UN ACCORD DE PAIX CONTINUENT

Une attaque menée par un large groupe de Talibans, dans le district de Murghab au nord-ouest du pays, a causé la mort d'au moins 30 soldats et policiers afghans. C'est dans ce même district, très contesté, que 150 soldats afghans ont été capturés il y a quelques semaines. Cette intensification des attaques survient quelques jours avant la visite à Islamabad de Zalmay Khalilzad, envoyé spécial des Etats-Unis pour la réconciliation en Afghanistan. En janvier dernier, ce dernier avait annoncé un accord de principe pour une paix avec les Talibans, accord de paix dans lequel les forces américaines se retireraient contre la promesse que ceux-ci n'autoriseraient pas d'actes terroristes ciblant l'étranger menés depuis l'Afghanistan. L'évolution des négociations est cependant incertaine : la prochaine étape nécessiterait un dialogue entre le gouvernement afghan et les Talibans, que ces derniers refusent, alors que l'entourage du président afghan Ashraf Ghani ne cache pas sa frustration de ne pas participer aux discussions et que les relations entre officiels américains et afghans se dégradent.



# EUROPE

## NORVEGE – PROLONGEMENT DE LA PARTICIPATION A LA MINUSMA JUSQU'EN 2022.

Lors d'une réunion ministérielle sur les missions de maintien de la paix aux Nations Unies à New York le 29 mars, la vice-ministre de la Défense Mme Tone Skogen a annoncé que le gouvernement norvégien allait prolonger la contribution du pays à la coopération internationale au Mali jusqu'à la fin 2022. La Norvège contribue en effet à hauteur de 15 soldats à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), auxquels s'ajoutera à partir de mai prochain, et pour six mois, un avion de transport militaire. Ce soutien en transport aérien sera lui même reconduit en 2021.

Symétriquement à ces contributions à la mission de l'ONU, la Norvège, pays tiers, participe désormais à la mission de l'Union Européenne chargée de la formation et de l'assistance des forces de sécurité intérieure maliennes (EUCAP Sahel Mali) : une experte des relations entre forces armées et société civile s'est en effet jointe à l'équipe internationale de l'EUCAP.

## CELEBRATION DU 70EME ANNIVERSAIRE DU TRAITE DE L'ALLIANCE ATLANTIQUE A WASHINGTON ET REUNION DES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES

Les ministres des Affaires étrangères de l'Otan se sont réunis les 3 et 4 avril derniers à Washington afin de célébrer le 70ème anniversaire du traité de l'Alliance atlantique, signé le 4 avril 1949. Ce fut l'occasion pour le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, de réaffirmer la volonté de la France d'assurer la stabilité de l'organisation. D'après un communiqué de presse du Quai d'Orsay, le ministre a notamment rappelé son souhait de "contribuer à la consolidation de la posture de dissuasion et de défense de l'Otan" ainsi que de "prendre en compte les nouvelles menaces, en particulier dans le cyberspace".

Le secrétaire général de l'Alliance, Jens Stoltenberg, a quant à lui souligné le caractère défensif de l'organisation, confrontée en particulier à une "posture plus agressive de



la Russie” et à des menaces terroristes, cyber et hybrides. L'engagement des pays de l'Alliance atlantique en faveur de l'inclusion de nouveaux pays membres, ce qui lui permettrait de renforcer ses capacités, a également été réaffirmé. Une allusion à peine voilée à la volonté d'adhésion de la Géorgie, soutenue par l'Otan sous réserve que le pays réponde à “toutes les exigences requises” - et notamment en termes budgétaires et capacitaires, afin d'atteindre l'objectif des 2% du PIB du pays consacrés à l'effort de défense - malgré l'opposition frontale de la Russie.

## MALI : DECES D'UN MEDECIN CAPITAIN

Le 2 avril, le médecin Marc Laycuras, 30 ans, est mort des suites de ses blessures lors d'une opération anti-terroriste au Mali. Son véhicule a été la cible d'un engin explosif improvisé (IED). Il appartenait à la 120ème antenne médicale du Mans. Il s'agit du 26ème soldat français à tomber depuis le déclenchement de l'opération Serval le 11 janvier 2013.

Actuellement, plus de 4500 soldats sont déployés le long de la bande sahélienne pour combattre les groupes armés terroristes (GAT). L'opération Barkhane soutient les pays de la région (Mali, Mauritanie, Niger, Burkina Faso et Tchad) engagés dans cette lutte.

*Nemrod - ECDS présente ses sincères condoléances à sa famille et ses proches, ainsi qu'à l'ensemble de ses frères d'armes engagés chaque jour au service de la France.*

## LITUANIE : ACCORD DE COOPERATION AVEC LES ETATS-UNIS

Selon un communiqué de la présidence de la République lituanienne, “la présidente de la République de Lituanie Dalia Grybauskaitė a rencontré à la Maison Blanche le président des États-Unis d'Amérique Donald Trump et elle a participé avec les chefs d'État letton et estonien à un sommet des pays baltes et des États-Unis.” Les États-Unis se sont engagés à poursuivre le déploiement de forces militaires dans les pays baltes. Les deux États ont convenu d'approfondir leur coopération en matière de défense aérienne, tant sur une base bilatérale que dans le cadre de la coopération de



l'OTAN. A l'Est, Washington se révèle donc une fois encore soucieuse de développer des liens bilatéraux avec les meilleurs élèves de l'OTAN.

La rencontre a également permis d'aborder les sujets de sécurité énergétique, et notamment les importations de gaz américain. Le terminal lituanien de Klaipėda fait en effet transiter du gaz américain, ce qui permet à Vilnius de réaffirmer son alliance avec Washington, et de limiter l'influence de Gazprom. Cet accord économique devrait être approfondi dans le sillage de cette rencontre : selon la présidence de la république lituanienne, « les sociétés « Klaipėdos nafta » et « Lietuvos dujų tiekimas » signeront des mémorandums avec la société américaine « Freeport LNG » pour une coopération en matière de GNL. » Par opposition, le gazoduc « Nord Stream 2 » a été qualifié de « projet géopolitique qui aspire à accroître la dépendance de l'UE à l'égard du gaz russe ».

## FRANCE : DISCOURS DE FLORENCE PARLY SUR L'EMPLOI DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE DANS LES ARMEES

« Nous développerons l'intelligence artificielle de défense selon trois grands principes : le respect du droit international, le maintien d'un contrôle humain suffisant, et la permanence de la responsabilité du commandement. » a proclamé la ministre des Armées à Saclay le vendredi 5 avril. Pour éviter que les systèmes d'armes autonomes ne s'affranchissent du commandement humain, Florence Parly a annoncé la création d'un comité d'éthique ministériel sur les sujets de défense. Le ministère des Armées prévoit d'investir 100 millions d'euros par an dans l'intelligence artificielle entre 2019 et 2025 ; pour autant, le développement de ces nouveaux armements soulève nombre de questions éthiques. Pour les résoudre, le site *opex 360* relève que le ministère des Armées souhaite consulter non seulement des militaires, mais aussi des scientifiques, des philosophes, des historiens ou des juristes.





# PROCHE & MOYEN ORIENT

## TURQUIE : AUGMENTATION DES TENSIONS AUTOUR DES F-35

Cette semaine a vu une recrudescence des tensions autour de l'achat des S-400 à la Russie pour 2,5 milliards de dollar, au profit de la Turquie, par rapport à l'achat concomitant des avions F-35 américains. Selon la perspective américaine, la présence simultanée des F-35 et des S-400 risquerait d'une part de dévoiler les limites de furtivité de ces avions multirôle de dernière génération, et, d'autre part, menacerait l'interopérabilité aérienne au sein de l'OTAN, car le S-400 pourrait menacer des forces aériennes alliées, elles aussi équipées de F-35.

C'est à l'occasion de l'anniversaire des 70 ans de l'OTAN que les déclarations se sont multipliées. Le vice-président américain Pence, lors du sommet *NATO engages* à Washington D.C., a appuyé le « grand danger » potentiel que cet achat représentait pour l'OTAN, tout en posant une alternative ferme pour la Turquie qui « doit choisir (*must choose*) » entre ses alliés de l'OTAN et l'achat des S-400. Cette déclaration est intervenue après celle du ministre des affaires étrangères turc Mevlüt Çavuşoğlu, confirmant que l'achat des S-400 était acté (« *Done deal* »).

Ce lundi, les Etats-Unis ont ainsi suspendu la livraison de matériel, relatif à la production des F-35, à la Turquie. Toutefois, les pilotes Turcs continuent de s'entraîner au maniement de ces nouveaux modèles aux Etats-Unis, à la Luke Air Force Base en Arizona. L'exclusion totale de la Turquie du programme F-35 poserait cependant des problèmes d'ordre économique à l'entreprise américaine Lockheed Martin, en charge de la production, puisque 6 à 7% de la chaîne de production est assurée par la Turquie. Le vice-amiral Winter a ainsi avisé le congrès qu'une exclusion de la Turquie aurait des conséquences sur la production des F-35 dans un délai de 45 à 90 jours.



## IRAK : FIN DE MISSION POUR LA TASK FORCE WAGRAM

Le porte-parole de l'État-major français a annoncé jeudi 4 avril que la mission du groupement d'artillerie déployé la frontière irako-syrienne était terminée. Armé de canons Caesar d'une portée de 40 kilomètres, le groupement était déployé en Irak depuis septembre 2016. Très utiles quand les conditions météorologiques empêchées l'appui aérien de coalition aux FDS ou forces irakiennes, les canons de la TF Wagram ont été déterminants dans la bataille contre Daesh. Depuis la base avancée de Qayarah, le groupement d'artillerie français a participé à la reprise de Mossoul. Depuis la ville d'Al-Qaïm en Irak, ils ont poursuivi leurs opérations contre le groupe terroriste le long de la frontière syrienne en apportant un appui feu.

Volet français de l'opération *Inherent Resolve*, Chammal repose sur deux piliers complémentaires : un pilier « formation » au profit d'unités de sécurité nationale irakiennes et un pilier « appui » consistant à soutenir l'action des forces locales engagées au sol contre Daesh et à frapper les capacités militaires du groupe terroriste. Elle n'aura donc plus d'artillerie mais continuera d'apporter un appui aérien aux FDS.

## SYRIE : REVOLTE DANS LA PRISON DE DAYRIK

Ce vendredi 5 avril, une tentative d'évasion, vite réprimée, a éclaté dans la prison de Dayrik, dans le Nord-Est de la Syrie. Alors que Daesh poursuit son activité insurrectionnelle, la problématique de ses militants ainsi que de leurs familles, faits prisonniers, continue de se poser. Alors que les états réfléchissent encore ou ont débuté le rapatriement de leurs ressortissants, des camps de prisonniers se sont constitués. Les hommes sont confinés dans des prisons au Nord-est de la Syrie et en Irak en fonction de leur implication dans l'organisation ou leur nationalité. Les femmes et les enfants, quant à eux, ont été internés dans des camps fermés.

Néanmoins, ces individus, malgré leur reddition, continuent de représenter un danger. Ainsi, vendredi dernier, des prisonniers ont tenté de s'évader et s'en sont pris aux gardiens de la prison de Derik, où sont internés de nombreux jihadistes étrangers, notamment français. Cependant, la situation a été rapidement maîtrisée avec l'aide de la coalition internationale dans des missions d'observation aérienne. Il est à noter que ce genre de révolte n'est pas un fait nouveau : les femmes regroupées dans le camp



d'Al Hol se seraient elles aussi rebellées le 21 mars alors que Baghouz tombait. Un garde et plusieurs femmes auraient alors été blessés.



# RUSSIE

## PREMIER TOUR DES PRESIDENTIELLES EN UKRAINE

Le premier tour du scrutin présidentiel s'est tenu en Ukraine le dimanche 31 mars dernier. Cela lance un cycle politique qui conduira à un deuxième tour le 21 avril, à l'investiture du président le 31 mai puis au renouvellement de la Rada Suprême, la seule chambre du Parlement, à l'automne. Ces élections ont pris une tournure inédite avec la victoire du comédien Volodymyr Zelensky dimanche 31 mars.

Volodymyr Zelensky, novice en politique, est arrivé largement en tête du premier tour, obtenant près de 30% des suffrages contre seulement 16% pour le président sortant Petro Porochenko, suivi de l'ex-Première ministre Ioulia Tymochenko qui a obtenu 14% des voix. Cette dernière a immédiatement contesté le résultat du scrutin et accusé les instituts de sondages de partialité.

Volodymyr Zelensky, qui s'est fait connaître grâce à son rôle dans une série à succès ukrainienne, n'a pas mené de campagne traditionnelle, préférant se produire sur scène avec sa troupe de stand-up et s'exprimant davantage sur les réseaux sociaux qu'à la télévision et dans les journaux. Son programme, considéré comme flou et idéaliste, permet à ses détracteurs de l'accuser de manque d'expérience politique. Il promet notamment un cessez-le-feu dans le Donbass et un référendum sur l'intégration de l'Ukraine à l'OTAN. Certains l'accusent même d'être à la botte de l'oligarque Ihor Kolomoïsky, adversaire de Porochenko, et propriétaire de la deuxième chaîne de télévision du pays sur laquelle est diffusée sa série. D'après certains observateurs, la victoire du comédien au premier tour est due à un vote contestataire contre les vieilles élites.

Petro Porochenko a quant à lui qualifié de "rude leçon" sa deuxième place, remerciant ses électeurs qui ont "soutenu l'orientation vers l'Otan, l'Union européenne et une indépendance définitive vis-à-vis de la Russie". En 2014, ce dernier avait gagné la présidentielle en un tour, notamment du contexte trouble dans lequel s'étaient tenues les élections. Il s'agissait alors, pour les Ukrainiens, d'élire un commandant en chef des armées, qui devait rapidement régler la question de la libération des territoires contrôlés par les séparatistes et mettre un terme aux provocations derrière lesquelles se tenaient les forces russes. Le résultat de ce premier tour écarte toutefois l'arrivée au pouvoir d'un candidat pro-russe. Les deux candidats doivent se retrouver prochainement pour débattre dans le plus grand stade du pays, à Kiev.



## PRESENCE DE L'OTAN RENFORCEE EN MER NOIRE

La Mer Noire devient progressivement un véritable théâtre de projection pour les forces de l'Alliance. Depuis quelques mois, les exercices au large du Bosphore se multiplient à mesure que se renforce la présence militaire russe en mer d'Azov et au niveau du détroit de Kertch. Face à la puissance militaire russe sur cette Mer Noire quasi intérieure, certains pays riverains se tournent vers les forces de l'organisation du traité de l'Atlantique nord pour équilibrer le bras de fer dans cette zone. Le 4 avril dernier, Jens Stoltenberg a déclaré, à l'issue d'une réunion de l'Alliance à Washington, que l'OTAN « intensifierait ses efforts en Mer Noire et dans la région ». Il ne mentionne plus seulement des exercices de projection en Mer Noire, mais déclare que l'OTAN « vient d'accepter un ensemble de mesures visant à accroître les activités de renseignement et la coopération avec ses partenaires géorgiens et ukrainiens ». Si l'Ukraine souhaite véritablement adhérer à l'Organisation pour équilibrer son rapport de forces avec la Russie, la Géorgie, en la personne de Salomé Zourabichvili, est généralement plus mesurée, conservant à la fois une forte coopération avec la Russie, mais plaidant de l'autre main un rapprochement net de l'OTAN. Selon le secrétaire général de l'OTAN, une adhésion de l'un ou de l'autre de ces pays ne constituerait en rien « une provocation » contre la Russie. En vertu du « droit souverain de ces pays à choisir la voie de leur développement », leur candidature d'entrée à l'OTAN est sérieusement considérée.

## OUVERTURE D'UNE NOUVELLE BASE MILITAIRE EN ARCTIQUE

Sur l'île de Kotelný, située dans l'archipel de Nouvelle-Sibérie au Nord des côtes de la Sibérie orientale, l'armée russe a ouvert une base militaire très moderne, à la hauteur de ses ambitions dans la région. Dans cette zone particulièrement riche en hydrocarbures, le « Trèfle du Nord » est en mesure d'accueillir 250 soldats d'après l'Agence France-Presse. Ces installations doivent servir de modèle pour les futures bases que compte construire l'armée russe en Arctique. En effet, la Russie n'a de cesse de renforcer sa présence militaire dans la zone, de plus en plus facile d'accès à cause du réchauffement climatique. La fonte inexorable de la banquise offre de nouvelles perspectives. Il s'agit de la première base militaire russe permettant aux forces armées russes de « vivre en autarcie » d'après le commandant du groupe tactique de la Flotte du Nord qui occupe la base, Vladimir Passetchnik. Le « Trèfle du Nord » est une ancienne base soviétique abandonnée après la chute de l'Union soviétique en 1993. Elle a été réinvestie à partir de 2014 par l'armée russe, qui a entrepris d'importants travaux de rénovation. Les installations sont reliées par des passages fermés, ce qui permet aux militaires de ne pas avoir à affronter les



conditions de vie extrêmes de la région. Les températures les plus basses avoisinent en effet les - 50°C.



## NOTRE EQUIPE :

**AMERIQUE** : Xavier Marié, Simon Roche, Boris Delagenière, Thomas Péan, Clémence Cassé, Lucie Haigneré, Salomé Sifaoui

**AFRIQUE** : Jean Galvé, William Lenfant, Sabil Zeroual, Edouard Josse, Camille De La Rochère, Ilan Garcia

**ASIE - PACIFIQUE** : Mathilde Tison, François-Xavier Le Quintrec, Gauthier Birkui, Aurélien Debièvre, Vincent Bernard-Lafoucrière, Fanny Hantute

**EUROPE** : Cyrille Bricout, Solène Moitry, Christophe Granata Goldman, Sara Valeri, Maxime Tamburello, Benjamin Helman, François Gäüzère-Mazauric, Paul Marion

**PROCHE ET MOYEN ORIENT** : Tanguy Sirot, Luc Vincent, Naël Madi, Côme Allard de Grandmaison, Constance Parpex, Cyril Blanchard

**RUSSIE** : Justine Gadon-Ferreira, Suzanne Kaltenbach, Lucille Laurent, Anne Maurin, Clara Arnaud

**Direction éditoriale newsletter** : Justine Gadon-Ferreira, Christophe Granata Goldman, François Gäüzère-Mazauric, Boris Delagenière, Simon Roche